

CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE

**Résultats du 2^e trimestre et
annonce de l'acquisition de AGF
Trust**

Le 6 juin 2012 à 14 h

1-888-789-9572, code 3478978

Dans le présent document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou dans d'autres communications, la Banque Laurentienne du Canada peut, à l'occasion, faire des énoncés prospectifs, écrits ou oraux, au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières. Ces énoncés prospectifs incluent, sans s'y limiter, des énoncés relatifs au plan d'affaires et aux objectifs financiers de la Banque. Les énoncés prospectifs formulés dans ce document sont destinés à aider les actionnaires et les analystes financiers à mieux comprendre la situation financière de la Banque et les résultats de ses activités à la date indiquée et pour les périodes closes à cette date, et pourraient ne pas être adéquats à d'autres fins. Les énoncés prospectifs sont habituellement marqués par l'emploi du conditionnel et l'usage de mots tels que « perspectives », « croire », « estimer », « prévoir », « projeter », « escompter », « anticiper », « planifier », « pourrait », « devrait », « ferait », ou la forme négative ou des variantes de tels termes, ou une terminologie similaire.

De par leur nature, ces énoncés prospectifs reposent sur des hypothèses et comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes d'ordre général et spécifique. Il est donc possible que les prévisions, projections et autres énoncés prospectifs ne se matérialisent pas ou s'avèrent inexacts. Quoique la Banque soit d'avis que les attentes exprimées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, elle ne peut assurer que ces attentes s'avéreront exactes.

Les objectifs financiers de 2012 sont fondés sur les résultats prévus présentés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). Ces objectifs pourraient devoir être modifiés par suite de l'achèvement du processus de conversion aux IFRS en octobre 2012.

L'incidence pro forma de Bâle III sur les ratios de fonds propres réglementaires est fonction de l'interprétation, par la Banque, des règlements proposés par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et des exigences établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). L'incidence pro forma de Bâle III sur les ratios de fonds propres réglementaires tient compte également de l'incidence prévue de la conversion aux IFRS. Les règles de Bâle et l'incidence de la conversion aux IFRS pourraient faire l'objet de nouvelles modifications, ce qui pourrait se répercuter sur les résultats de l'analyse réalisée par la Banque.

La Banque déconseille aux lecteurs de se fier indûment aux énoncés prospectifs pour prendre des décisions, étant donné qu'en raison de divers facteurs significatifs, les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, entre autres, l'activité des marchés des capitaux, les changements des politiques monétaire, fiscale et économique des gouvernements, les variations des taux d'intérêt, les niveaux d'inflation et la conjoncture économique en général, l'évolution des lois et de la réglementation, la concurrence, les notes de crédit, la rareté des ressources humaines et l'environnement technologique. Enfin, la Banque prévient que la liste de facteurs ci-dessus n'est pas exhaustive. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Banque divergent des attentes exprimées, les personnes intéressées sont priées de consulter le rapport annuel de la Banque, à la rubrique « Cadre de gestion intégrée des risques », et les autres documents publics déposés par la Banque et disponibles sur le site www.sedar.com.

En ce qui a trait à l'acquisition des sociétés MRS et à l'acquisition envisagée de la Compagnie de Fiducie AGF, ces facteurs comprennent, sans s'y limiter, la possibilité que les avantages attendus de la transaction, notamment l'augmentation du résultat et les synergies prévues, ne se concrétisent pas dans les délais prévus; le risque de ne pouvoir intégrer rapidement et efficacement les activités; le risque lié à la réputation et la réaction des clients de B2B Trust, des sociétés MRS ou de la Compagnie de Fiducie AGF face à la transaction; et le fait que la direction doit consacrer beaucoup de temps aux questions relatives à l'acquisition. De plus, en ce qui a trait à l'acquisition envisagée de la Compagnie de Fiducie AGF, ces facteurs englobent également la possibilité que l'acquisition envisagée ne soit pas conclue ou ne le soit pas dans les délais prévus parce que les approbations des organismes de réglementation et d'autres intervenants ne sont pas reçues ou que d'autres conditions de clôture ne sont pas remplies, ou ne le sont pas dans les délais voulus, et que les modalités de l'acquisition envisagée doivent être modifiées pour obtenir ces approbations ou pour satisfaire à ces conditions. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs, écrits ou oraux, formulés par elle ou en son nom, sauf dans la mesure où la réglementation des valeurs mobilières l'exige.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

La Banque a adopté les IFRS comme référentiel comptable. Les IFRS constituent les principes comptables généralement reconnus (PCGR) des entités canadiennes ayant une obligation d'information du public pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011.

La Banque utilise à la fois les principes comptables généralement reconnus (PCGR) et certaines mesures financières non conformes aux PCGR afin d'évaluer sa performance. Les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR et peuvent difficilement être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. La Banque considère que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent aux investisseurs et aux analystes des renseignements utiles afin de leur permettre de mieux apprécier ses résultats financiers et d'effectuer une analyse plus rigoureuse de son potentiel de rentabilité et de développement.

▪ Solides résultats pour le 2^e trimestre

- Forte croissance des résultats d'un exercice à l'autre
- Solide croissance du bilan d'un exercice à l'autre
- Excellente qualité de crédit dans tous les portefeuilles
- Intégration des sociétés MRS conforme au plan
- Augmentation de 0,02 \$ du dividende trimestriel, à 0,47 \$ par action

▪ Une assise supplémentaire pour le développement de la Banque

- La Banque Laurentienne et AGM Management Ltd ont conclu une entente via laquelle B2B Trust fera l'acquisition de 100% de AGF Trust, à la valeur aux livres

Sur la voie de la réalisation de nos objectifs financiers pour 2012

	OBJECTIFS 2012*	RÉSULTATS AJUSTÉS 6 mois 2012*
Croissance des revenus	> 5 %	6 %
Ratio d'efficacité	73 % à 70 %	72,4 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	11,0 % à 13,5 %	12,7 %
Résultat dilué par action ajusté	4,80 \$ à 5,40 \$	2,56 \$

*Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration relatifs à l'acquisition des sociétés MRS.

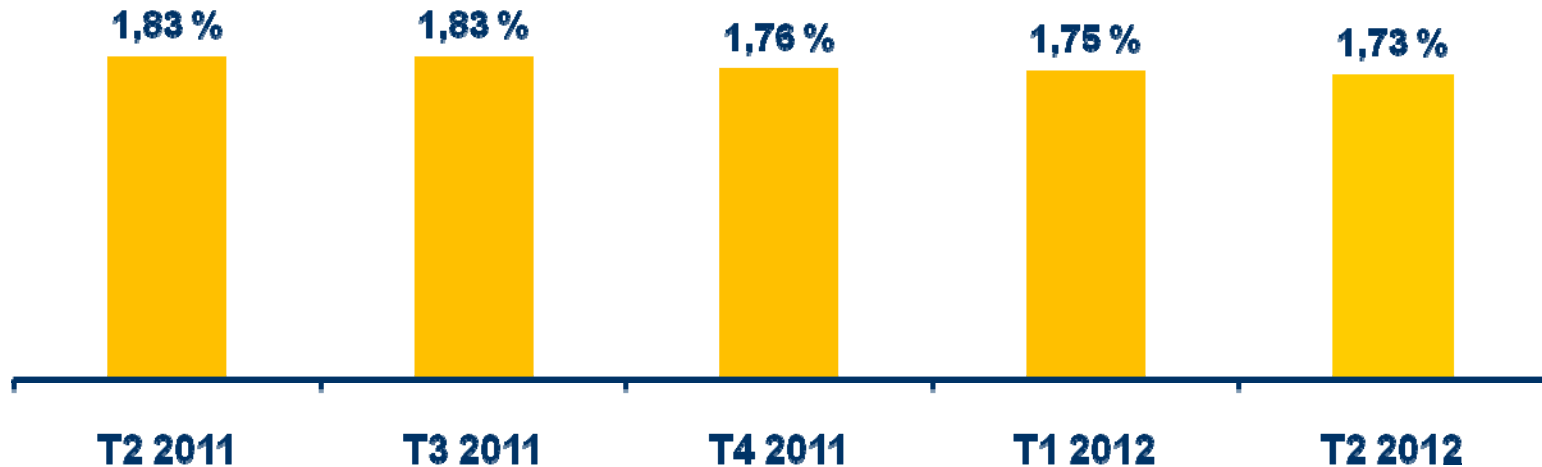
DEUXIÈME TRIMESTRE 2012

Résultats financiers

	<u>T2 2012</u>	<u>T2 2011</u>	<u>Écart</u> T2 2012 vs T2 2011
En millions \$, sauf les données par action			
Revenu net d'intérêt	128.3	122.1	5 %
Autres revenus	70.3	61.2	15 %
Revenu total	198.7	183.2	8 %
Provisions pour pertes sur prêts	7.5	12.0	-37 %
Frais autres que d'intérêt*	143.8	132.0	9 % **
Impôts sur le résultat	11.1	8.3	35 %
Résultat net ajusté	36.3	31.0	17 %
Dividendes sur actions privilégiées	3.2	3.1	2 %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires ajusté	33.1	27.9	19 %
<u>Ajusté*</u> :			
Résultat dilué par action	1.31 \$	1.17 \$	12 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	13.0 %	12.7 %	30 pb
Ratio d'efficacité	72.4 %	72.0 %	40 pb
Taux d'imposition effectif	23.4 %	21.0 %	240 pb

*Compte non tenu des frais de 3,4 M\$ (2,5 M\$ après impôts) liés aux transactions et d'intégration relatifs à l'acquisition des Sociétés MRS.

**Compte non tenu des frais d'exploitation liés aux Sociétés MRS engagés au T2 2012 de 7,6 M\$, l'augmentation d'un exercice à l'autre des frais autres que d'intérêt serait de 3 %.



- Les marges ont été relativement stables au cours des trois derniers trimestres.
- La diminution de 10 pb de la MNI entre le T2 2011 et le T2 2012 s'explique comme suit :
 - 4 pb attribuable à une augmentation des actifs de titrisation de 1,0 G\$, sur douze mois;
 - 6 pb reflétant la concurrence en matière de tarification, le contexte de faiblesse persistante des taux d'intérêt et l'aplatissement de la courbe de rendement.

En millions \$	T2 2012	T2 2011	Écart T2 12 vs T2 11
Frais et commissions sur prêts et dépôts	23,1	22,6	2 %
Revenus tirés des services de cartes de crédit	6,6	5,3	25 %
Revenus tirés des activités de courtage	14,4	16,6	-13 %
Revenus d'assurance crédit	3,7	4,3	-15 %
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	5,8	4,0	47 %
Revenus tirés de la vente de fonds communs de placement	4,5	4,5	1 %
Revenus tirés des régimes enregistrés autogérés	7,6	2,0	284 %
Autres revenus	4,7	2,0	138 %
Total*	70,3	61,2	15 %

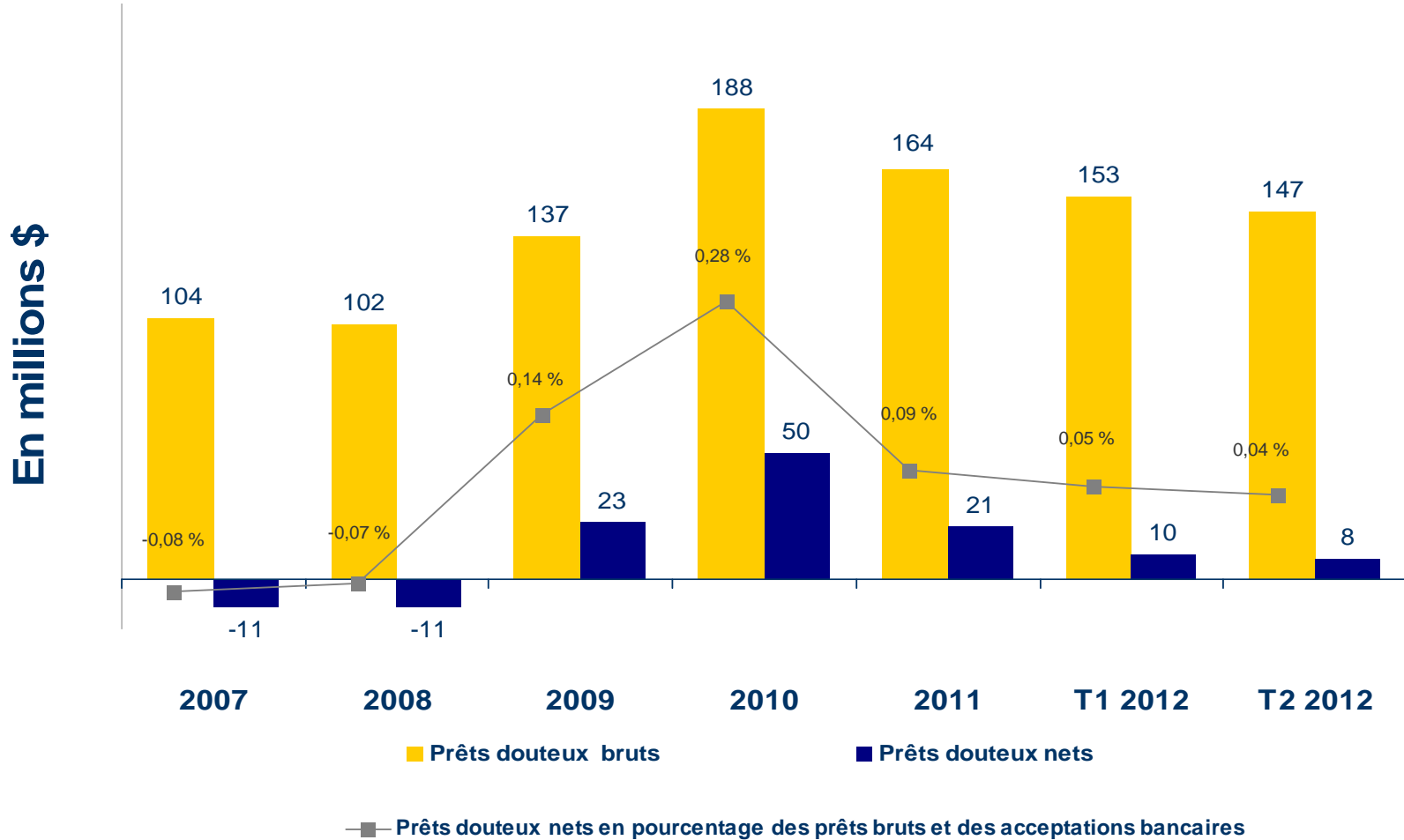
*L'addition selon ce tableau peut ne pas sembler exacte à cause des arrondissements

Symbole : LB, TSX

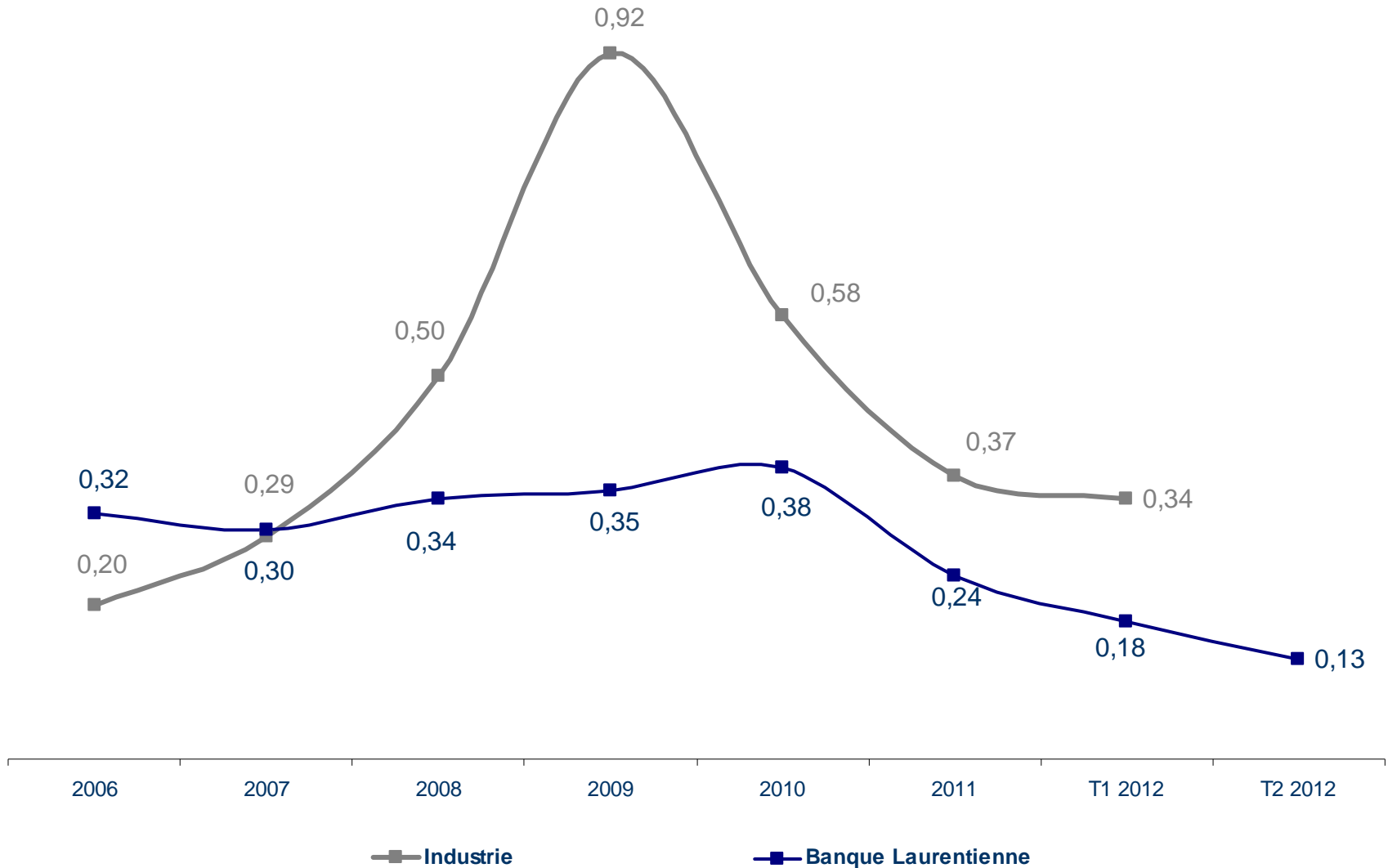
POUR LES TRIMESTRES CLOS LES

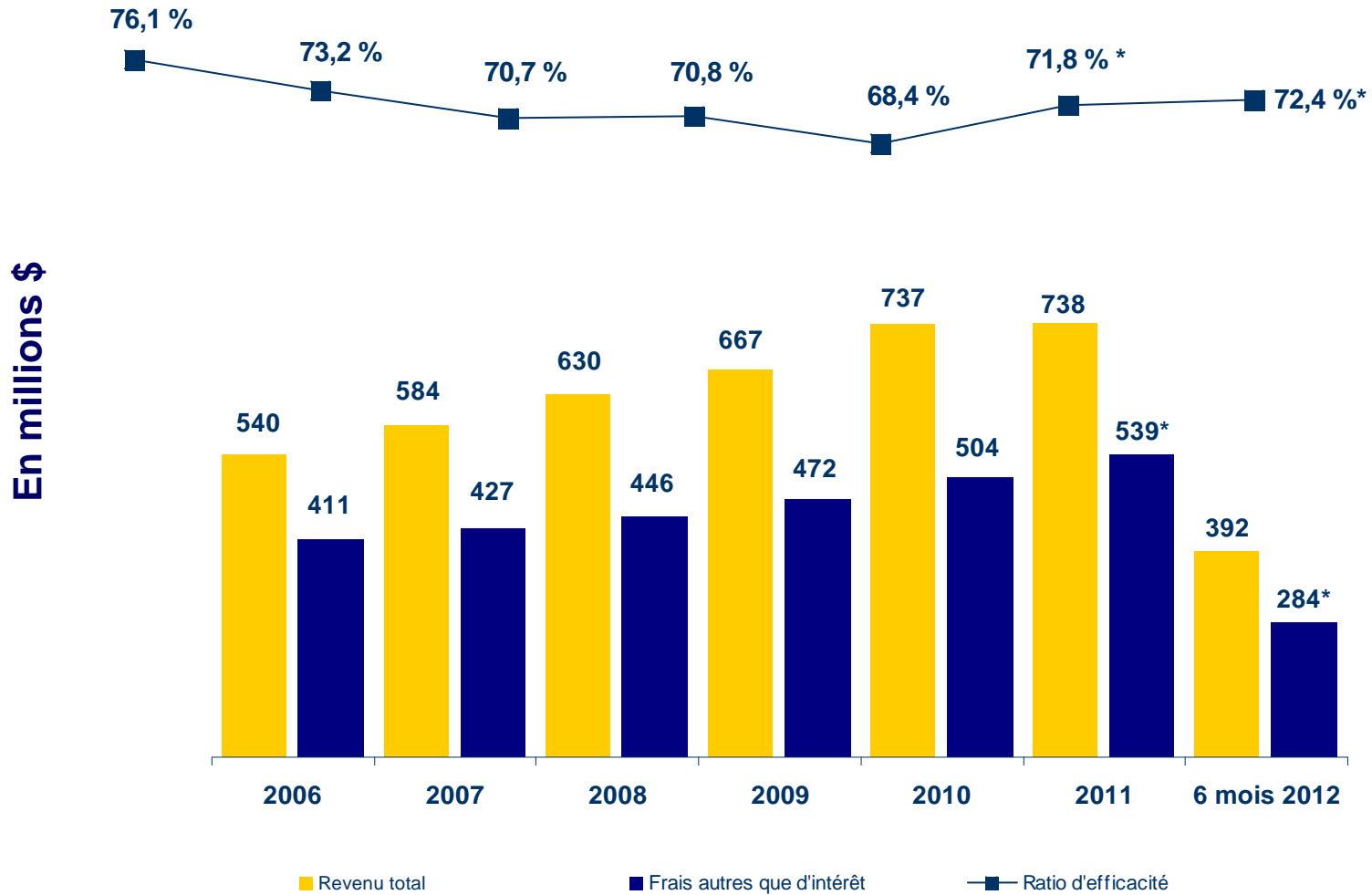
En milliers \$ sauf les pourcentages	30 avril 2012	31 janvier 2012	30 avril 2011
Prêts personnels et cartes de crédit Visa	5 856 \$	6 189 \$	6 029 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	498	284	706
Prêts hypothécaires commerciaux	2 555	888	3 661
Prêts commerciaux et autres	(1 409)	2 639	1 588
TOTAL	7 500 \$	10 000 \$	11 984 \$
En pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations bancaires	0,13 %	0,18 %	0,24 %

Amélioration des prêts douteux



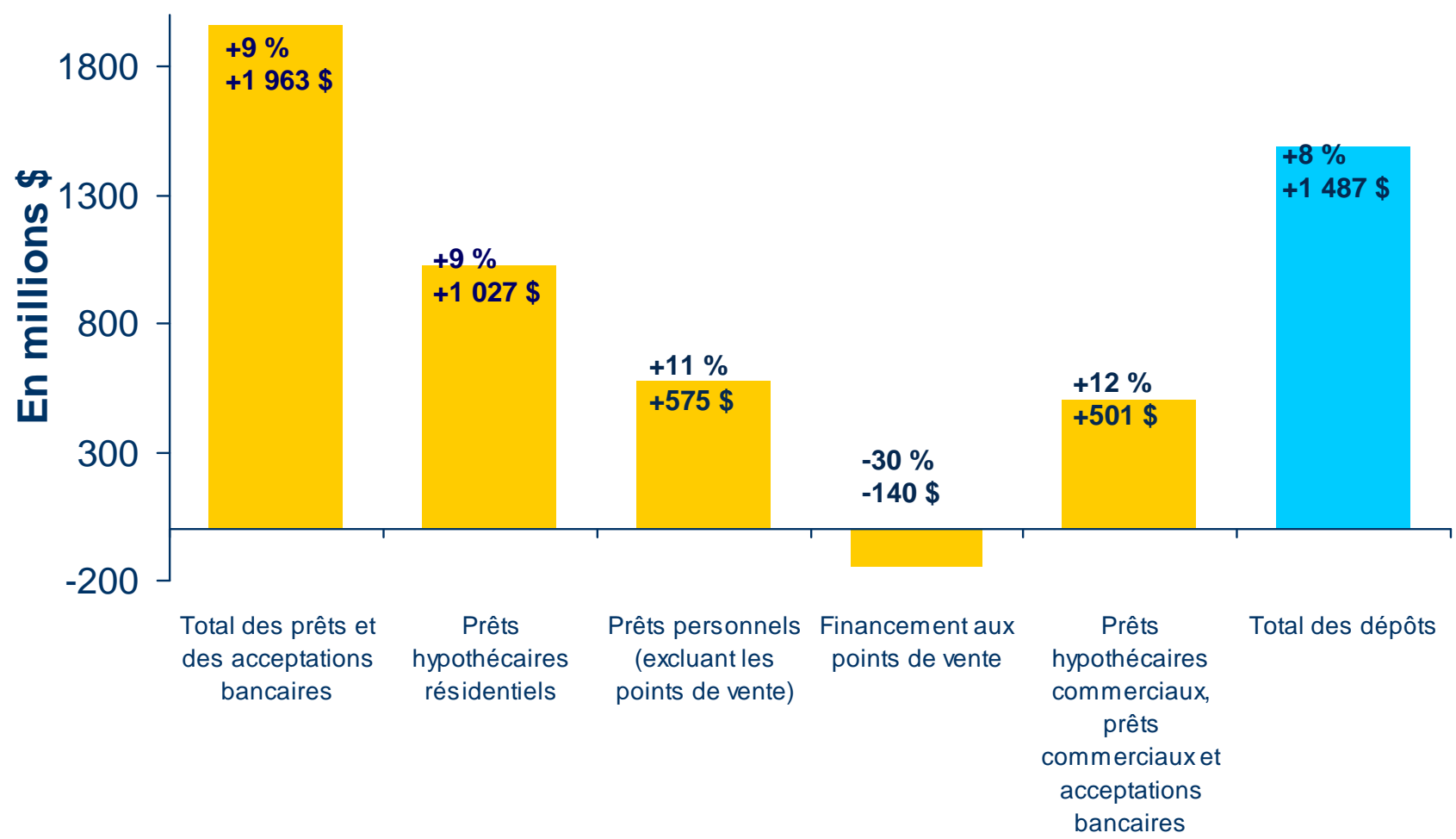
Provision pour pertes sur prêts en pourcentage des prêts et des acceptations





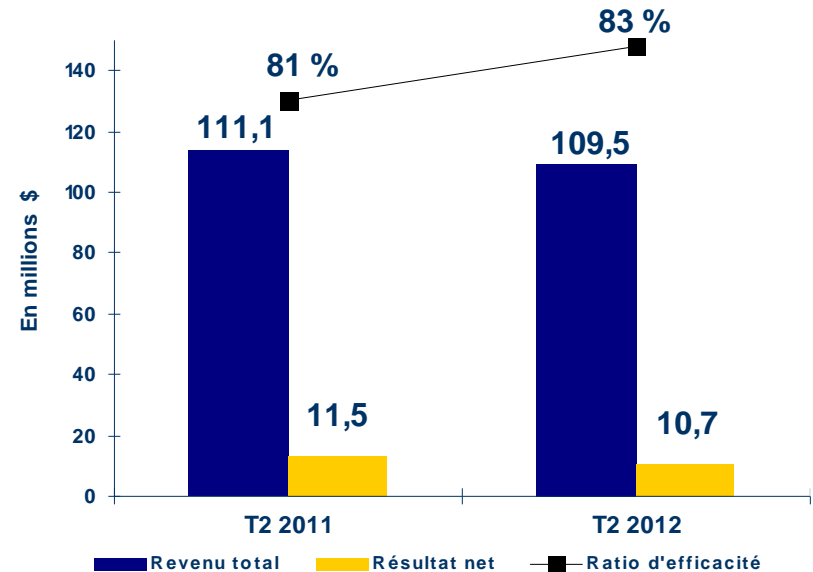
*Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration relatifs à l'acquisition des sociétés MRS

Période de 12 mois close le 30 avril 2012



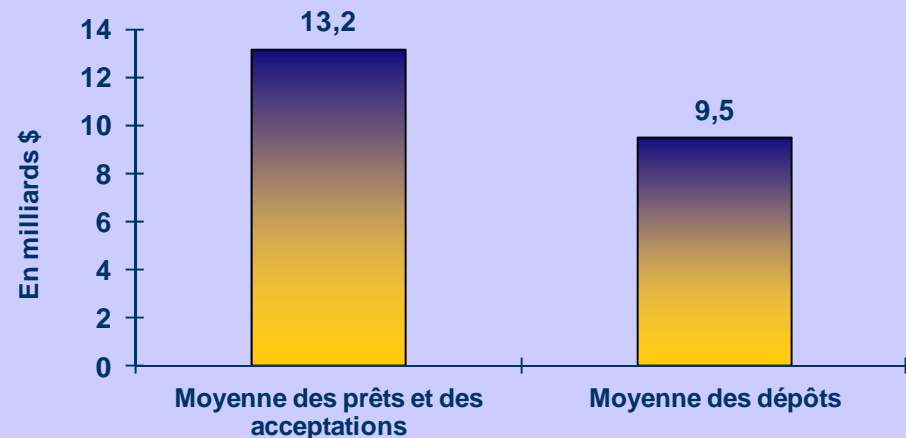
Faits saillants du T2 2012

- Résultat net : en baisse de 7 % d'un exercice à l'autre
- Revenu net d'intérêt : -2 % d'un exercice à l'autre : la solide croissance des prêts et des dépôts n'a pas entièrement compensé la baisse de la MNI attribuable au contexte de faiblesse des taux d'intérêt
- Croissance marquée de la moyenne des prêts et des dépôts : 8 % et 5 % d'un exercice à l'autre
- Autres revenus : hausse de 1 % attribuable à l'augmentation considérable des revenus tirés des cartes de crédit contrebalancée par le nombre plus élevé de réclamations d'assurance crédit
- Progression des frais autres que d'intérêt de 1 % d'un exercice à l'autre : hausse des salaires, des coûts de location et des coûts liés à la croissance des activités contrebalancée par les initiatives de contrôle des coûts
- Diminution des provisions pour pertes sur prêts : 4,9 M\$ vs 6,6 M\$



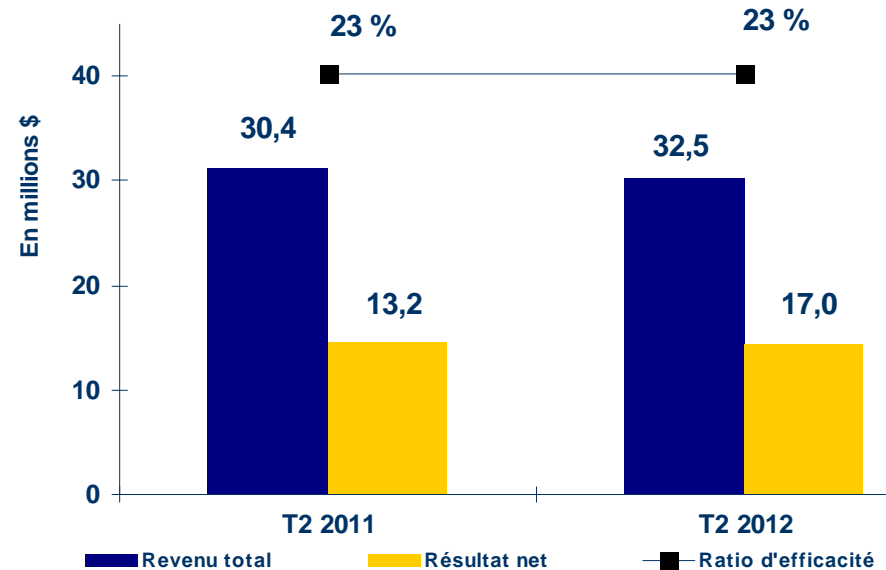
Profil du secteur d'activité

- Gamme complète de services et produits à l'intention des particuliers et des PME
- Troisième plus important réseau de succursales au Québec (158 succursales)
- 426 guichets automatiques
- 22 centres d'affaires commerciales



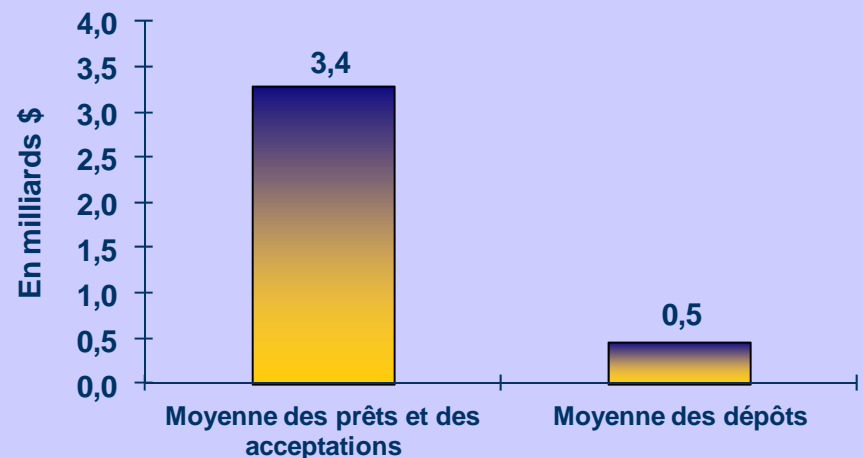
Faits saillants du T2 2012

- Résultat net : hausse de 29 % d'un exercice à l'autre, y compris un profit de 3,1 M\$ à la vente de prêts hypothécaires commerciaux
- Revenu net d'intérêt : baisse de 2 % d'un exercice à l'autre en raison de la compression des marges
- Solide croissance des prêts et des acceptations bancaires : 10 % d'un exercice à l'autre
- Frais autres que d'intérêt : augmentation de 0,5 M\$ d'un exercice à l'autre attribuable à la progression des coûts de location et des salaires liée à l'effectif supplémentaire embauché pour soutenir la croissance des activités
- Diminution des pertes sur prêts : 1,8 M\$ vs 4,9 M \$



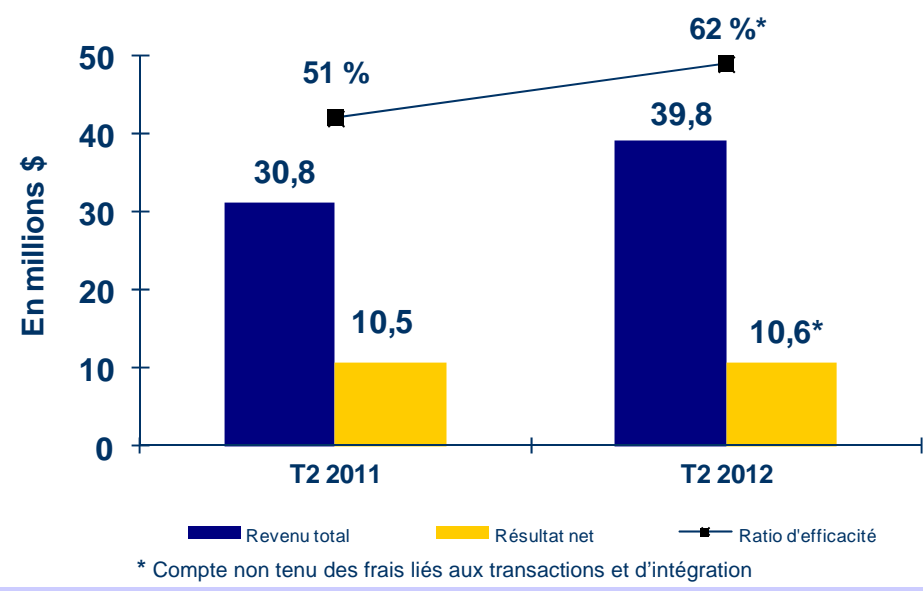
Profil du secteur d'activité

- Prêts à la construction et financement à terme dans les grandes villes canadiennes, principalement des projets de condominiums et d'habitations résidentiels, des centres commerciaux et des immeubles de bureaux
- Financement de moyennes entreprises au Québec et en Ontario
- 8 centres de financement immobilier au Canada
- 4 centres de financement commercial en Ontario et 2 au Québec



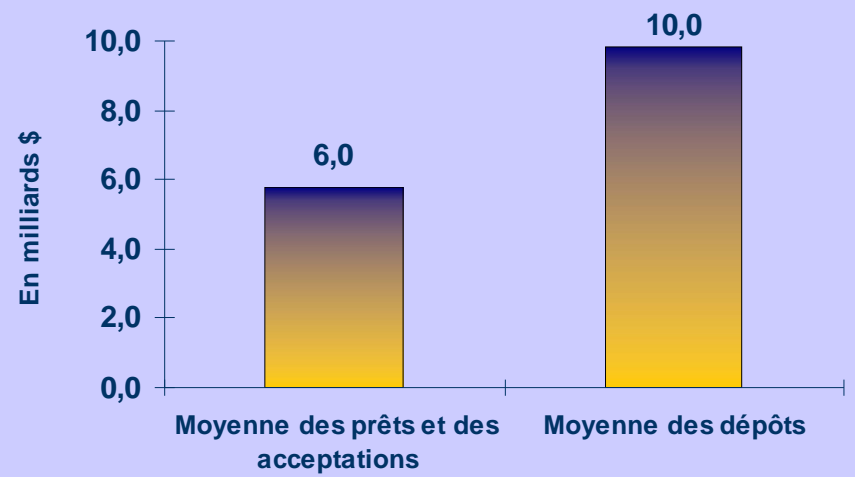
Faits saillants du T2 2012

- Résultat net, compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration de 2,4 M\$ (après impôts) : 10,6 M\$ vs 10,5 M\$ au T2 2011
- Revenus : hausse de 29 % d'un exercice à l'autre, grâce aux revenus des sociétés MRS de 10,7 M\$
- Revenu net d'intérêt : hausse de 8 % d'un exercice à l'autre du fait de la croissance interne des volumes et de l'augmentation attribuable aux sociétés MRS
- Croissance marquée des prêts et des dépôts : respectivement 11 % et 10 % d'un exercice à l'autre
- Autres revenus : presque le triple grâce aux Sociétés MRS
- Pertes sur prêts : 0,9 M\$ vs 0,6 M\$ au T2 2011
- Frais autres que d'intérêt : augmentation de 8,8 M\$, dont 7,6 M\$ attribuables aux sociétés MRS



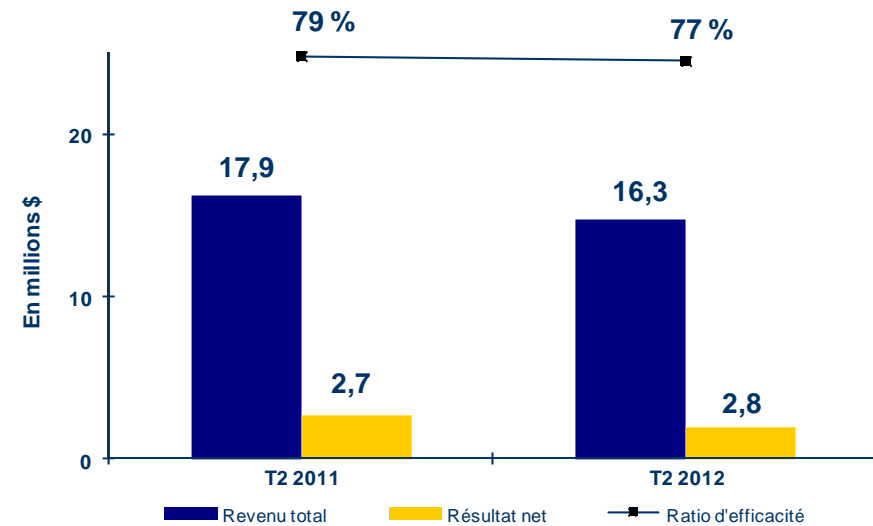
Profil du secteur d'activité

- Spécialisé exclusivement dans les services aux conseillers financiers (conseillers financiers, courtiers, agents d'assurance)
- Offre des produits bancaires à titre de tiers, notamment des prêts à l'investissement et des prêts REER, des hypothèques de haute qualité, des dépôts et des régimes autogérés
- Solides capacités de distribution à l'échelle du Canada



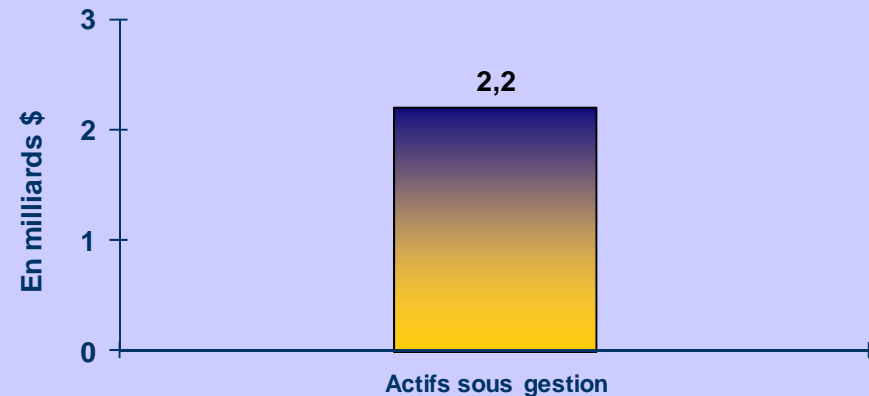
Faits saillants du T2 2012

- Résultat net : hausse de 2 % d'un exercice à l'autre
- Revenus en baisse de 1,6 M\$ d'un exercice à l'autre en raison de la diminution des frais de souscription, du revenu de négociation et du revenu des services de courtage
- Frais autres que d'intérêt en baisse de 1,6 M\$ d'un exercice à l'autre en raison de la diminution de la rémunération liée à la performance et des mesures de réduction des coûts



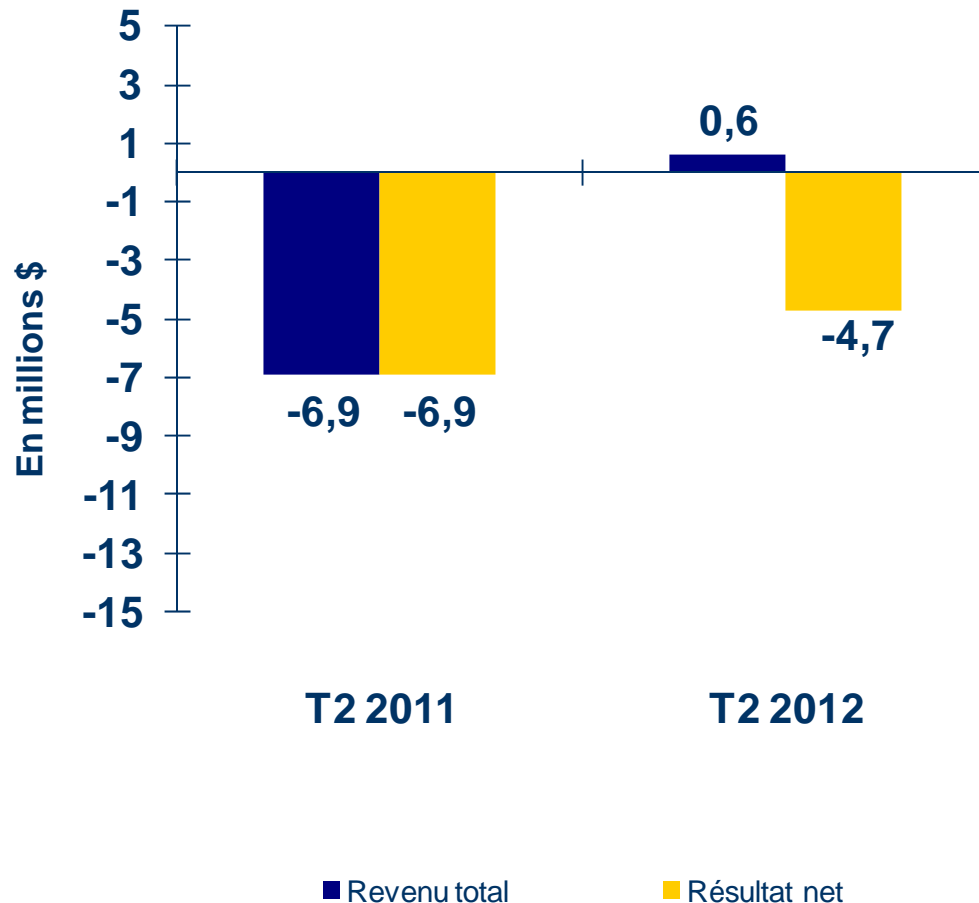
Profil du secteur d'activité

- Gamme complète de services de courtage offerts aux clients institutionnels et aux particuliers
- 15 bureaux de services de courtage aux particuliers au Québec et en Ontario
- Reconnue au Canada dans le secteur Institutionnel – Revenu fixe



Faits saillants du T2 2012

- Revenu net d'intérêt en hausse de 6,2 M\$ vs le T2 2011 en raison du bon positionnement de la trésorerie corporative sur le marché et des ajustements aux prix de transfert.
- Frais autres que d'intérêt de 8,0 M\$, une hausse de 3,0 M\$ attribuable en grande partie à l'augmentation des charges liées à certains régimes d'assurance collective et des coûts des programmes de rémunération incitative et des hausses de salaire.



L'ACQUISITION D'AGF TRUST:

**UNE ASSISE SUPPLÉMENTAIRE
POUR L'AVENIR DE LA BANQUE
LAURENTIENNE**

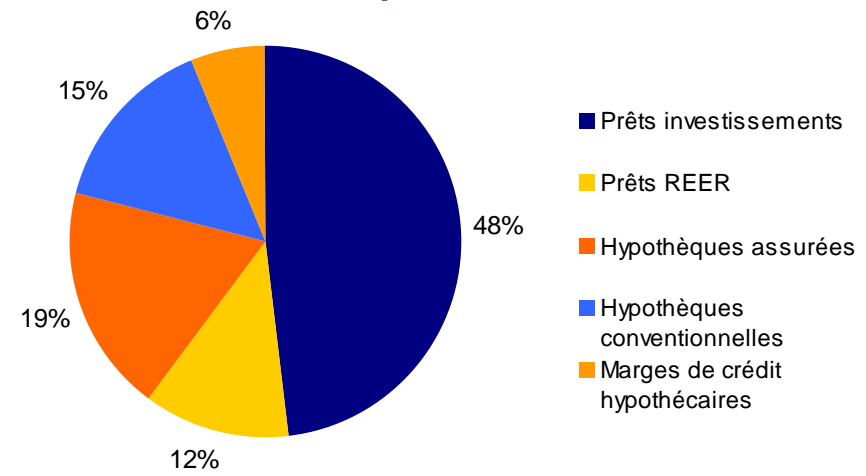
- **La Banque Laurentienne annonce l'acquisition, de AGF Management, de 100% d'AGF Trust:**
 - Se spécialise dans le marché des conseillers financiers
 - Emploie 300 employés
 - Gère environ 3 G\$ de prêts et 3 G\$ de dépôts

- **Bénéfique pour la performance de la Banque**
 - Augmente la taille et optimise l'efficacité
 - Augmente le revenu net d'intérêt et les marges nettes d'intérêt
 - Contribue à l'augmentation de la rentabilité de façon soutenue
- **Favorable pour les opérations actuelles**
 - Ajoute à la solide base d'affaires de B2B Trust
 - Permet d'amener la taille et l'efficacité de B2B Trust à un niveau encore supérieur
 - Accroît rapidement le réseau de distribution de B2B Trust
 - Diversifie géographiquement les portefeuilles et la rentabilité de la Banque
- **Cohérent avec notre stratégie**
 - Très bien aligné avec la stratégie d'affaires et de développement de la Banque
 - Conforme à l'approche de la Banque priorisant les investissements dans ses moteurs de croissance et contribue à développer davantage ses avantages concurrentiels et son positionnement

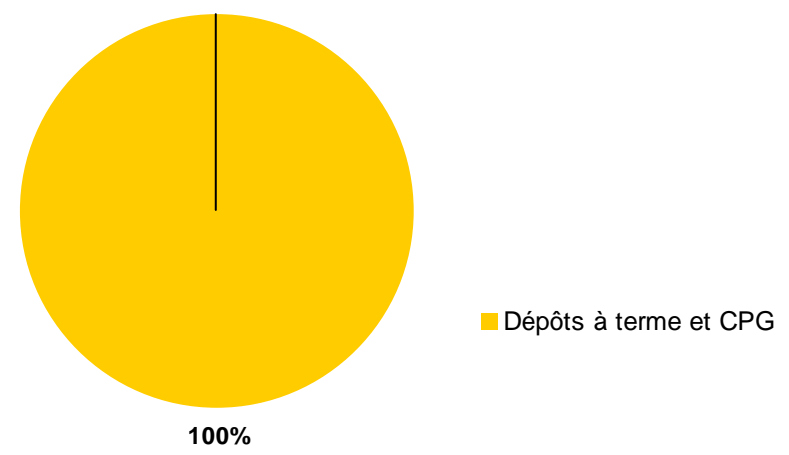
- **Pour maintenir une solide capitalisation, du capital sera émis**
 - 120 M\$ d'actions ordinaires émises via un placement privé de 2,87 million de bons de souscription échangeables à la clôture contre des actions ordinaires au prix de 41,85 \$ par action
 - Caisse de dépôt et placement du Québec investit 100 M\$ pour acquérir 2,39 million d'actions
 - Fonds de solidarité FTQ investit 20 M\$ pour acquérir 480 000 actions

- Tout comme B2B Trust, AGF Trust se consacre au marché des conseillers financiers, en sa qualité de fournisseur de produits bancaires destinés aux clients particuliers
- Activités pan-canadiennes dont les prêts sont répartis comme suit:
 - 44% en Ontario
 - 19% en Alberta
 - 14% en Québec
 - 13% en Colombie-Britannique
 - 10% dans le reste du Canada
- 3,1 G\$ de prêts générés par le biais de nombreuses ententes de distribution via
 - 20 500 conseillers distribuant des prêts investissements et REER
 - 3 500 courtiers distribuant des prêts hypothécaires
- 2.9 G\$ de dépôts provenant de plusieurs ententes de distribution
- Près de 300 employés
- Détenue à 100% par AGF Management Limited

Distribution des prêts



Composition des dépôts



- Renforce le positionnement de B2B Trust comme fournisseur de premier plan de produits et services aux conseillers financiers à travers le Canada
- Augmente significativement la taille de la ligne d'affaires B2B Trust
- Ajoute la capacité d'AGF Trust à celle de B2B Trust
- Accroît le réseau de distribution de B2B Trust

	B2B Trust *	AGF Trust **	Combiné	Variation vs B2B Trust (pro-forma)
Prêts investissements	3,3 G\$	1,8 G\$	5,1 G\$	+ 54%
Prêts hypothécaires	2,5 G\$	1,0 G\$	3,5 G\$	+ 45%
Prêts personnels	0,2 G\$	0,2 G\$	0,4 G\$	+ 93%
Prêts totaux et acceptations bancaires	6,0 G\$	3,1 G\$	9,1 G\$	+ 51%
Dépôts	10,1 G\$	2,9 G\$	13,0 G\$	+ 29%
Actifs sous gestion	24 G\$		24 G\$	
Nombre de clients	Approx. 600 000	Approx. 150 000	Approx. 750 000***	+ 25%

* Données de la ligne d'affaires au 30 avril 2012

** Au 31 décembre 2011

*** Il peut y avoir des recoupements

Des bénéfices provenant des éléments suivants sont attendus:

▪ **Coûts d'opération plus faibles**

- Les prêts et dépôts d'AGF Trust seront intégrés aux systèmes de B2B Trust, une opération assez simple compte tenu du volume et de la similarité de la gamme de produits
- Des économies d'échelle sont attendues compte tenu du volume d'affaires plus important

▪ **Augmente la rentabilité et la diversification**

- Le profil d'affaires d'AGF Trust procure des marges nettes d'intérêt plus élevées
- La Banque profitera d'une plus grande diversification géographique

▪ **Nouvelles sources de distribution de produits**

- Le nombre de conseillers qui distribuent les produits de B2B Trust augmentera de 17%, de 23 000 à 27 000

Description	La Banque Laurentienne, via sa filiale B2B Trust, achète 100% de AGF Trust
Considération	<ul style="list-style-type: none">▪ Prix total d'achat de AGF Trust de 242 M\$ * approximativement, équivalent à la valeur aux livres à la clôture▪ La Banque remboursera à AGF Management Ltd un montant maximum de 20 M\$ durant cinq ans, si la qualité de crédit atteint certains critères
Méthode de paiement	En espèces
Conditions de clôture	Sujet à l'approbation des autorisations réglementaires
Date de clôture prévue	Août 2012

* Sera ajusté à la clôture

- **Impact sur les résultats anticipés**

- Augmentation du résultat net

- Le résultat net annuel de la Banque augmenterait de 28 M\$ - 30 M\$ une fois l'intégration complétée
 - Ces estimations tiennent compte de:
 - Ajustements pour revoir les pratiques de souscription
 - Synergies anticipées

- **Coûts d'intégration et coûts non-récurrents anticipés**

- ~30 M\$ - 35 M\$ avant impôts en 2013

- **Impact sur le capital anticipé**

- Après la transaction et l'émission prévue de 120 M\$ d'actions ordinaires:
 - Ratio de capital de Catégorie 1 (Bâle II): 10,3 %
 - Ratio de capital ordinaire de Catégorie 1 (Bâle III): 7,3 % pro-forma

Une assise supplémentaire qui renforce encore la Banque et son secteur B2B Trust :

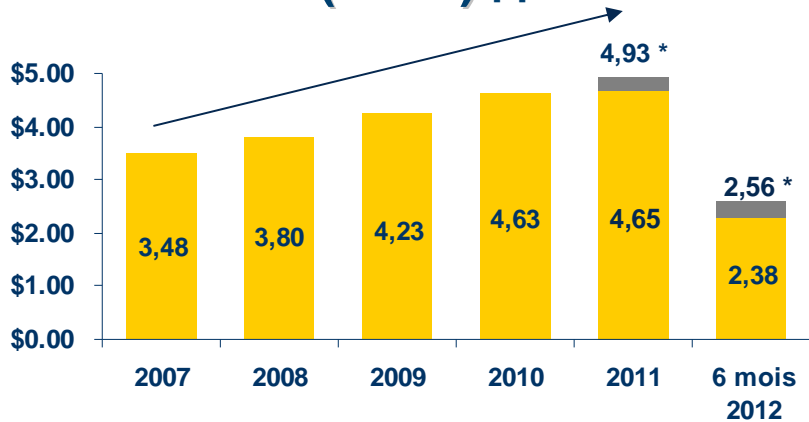
- Améliore le positionnement de B2B Trust, un de nos moteurs de croissance
- Accélère la croissance
- Augmente la diversification géographique
- Améliore les marges
- Augmente l'efficacité
- Améliore la rentabilité
- Crée de la valeur à long terme pour nos actionnaires

- **Réjean Robitaille**, président et chef de la direction
- **Michel C. Lauzon**, vice-président exécutif et chef de la direction financière
- **Luc Bernard**, vice-président exécutif, Services financiers aux particuliers et aux PME
- **François Desjardins**, vice-président exécutif de la Banque et président et chef de la direction de B2B Trust
- **Pierre Minville**, vice-président exécutif et chef de la gestion des risques
- **Lorraine Pilon**, vice-présidente exécutive, Affaires corporatives, Ressources humaines et Secrétaire
- **Michel C. Trudeau**, vice-président exécutif, Marché des capitaux de la Banque et président et chef de la direction de Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc.
- **Stéphane Therrien**, vice-président exécutif, Immobilier et Commercial
- **Gilles Godbout**, vice-président exécutif, Opérations et Systèmes et Chef de la direction informatique
- **Louis Marquis**, premier vice-président, Crédit
- **Stéphanie Pelletier**, vice-présidente, Finances
- **André Lopresti**, vice-président et chef comptable
- **Gladys Caron**, vice-présidente, Affaires publiques, communications et relations avec les investisseurs
- **Susan Cohen**, directrice, Relations avec les investisseurs

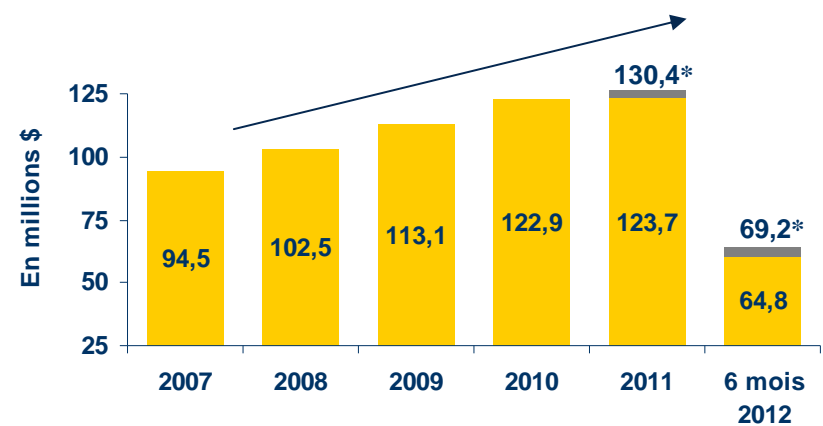
ANNEXES

- **Troisième plus grande institution financière au Québec** pour le nombre de succursales et **septième plus grande banque à charte de l'annexe 1 au Canada** en fonction des actifs
- **Plus de 235 points de service** au Canada, incluant **158 succursales de services aux particuliers** et **426 guichets automatiques**
- **Actifs de 30,7 G\$** au bilan au 30 avril 2012
- **Principaux marchés** : province de Québec et activités importantes ailleurs au Canada (32 % du total des prêts sont octroyés à l'extérieur du Québec)
- **Plus de 4 000 employés**
- **Fondée en 1846**

Résultat par action (dilué) [1]



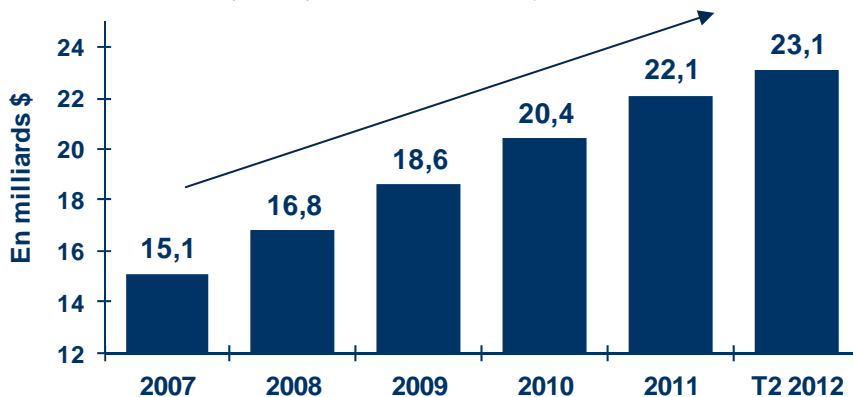
Résultat net [1]



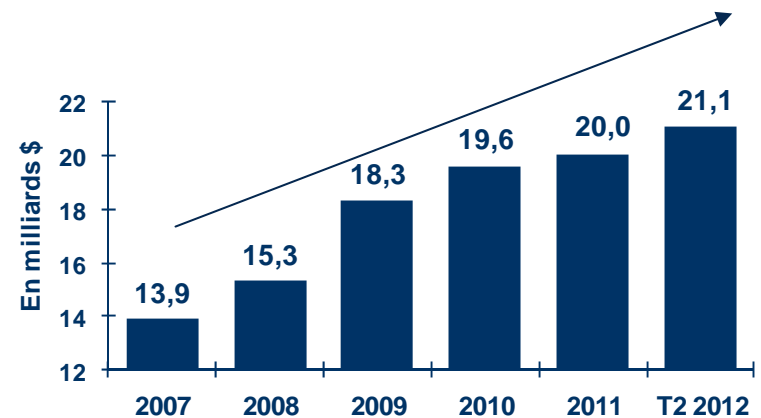
* Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration

Prêts et acceptations bancaires [1]

(Y compris les prêts titrisés avant 2011)



Dépôts [1]



[1] Les chiffres antérieurs à 2011 n'ont pas été retraités selon les IFRS.

Pour le trimestre clos le 30 avril 2012

Particuliers et PME-Québec

Immobilier et Commercial

B2B Trust

Valeurs mobilières BL et Marché des capitaux

% du revenu total ⁽¹⁾ **55 %**

17 %

20 %

8 %

% du résultat net ⁽¹⁾⁽²⁾ **26 %**

41 %

26 %

7 %

- Services bancaires aux particuliers : produits et services transactionnels, de financement et d'investissement
- Petites et moyennes entreprises : solutions de financement et services comme transactions de change, banque électronique et traitement des transactions internationales
- Environ 2 500 employés
- 158 succursales bancaires au Québec
- 22 bureaux commerciaux au Québec

- Financement immobilier à l'échelle du Canada
- Financement commercial en Ontario
- Financement commercial au Québec
- Environ 125 employés
- 14 bureaux en Ontario, dans l'Ouest du Canada et au Québec

- Produits et services financiers vendus à l'ensemble de la communauté des conseillers financiers
- Environ 700 employés
- Distribution partout au Canada par l'intermédiaire d'un réseau de 23 000 conseillers financiers

- Gamme complète de services de courtage par l'intermédiaire de 15 bureaux au Québec et en Ontario
- Institutionnel - Revenu fixe
 - Institutionnel - Actions
 - Services de courtage aux particuliers
 - Services aux institutions
- Activités de marché des capitaux de la Banque
- Environ 250 employés
 - 15 bureaux au Québec et en Ontario

- 10,5 G\$ de prêts hypothécaires résidentiels et de marges de crédit hypothécaires
- 0,4 G\$ de marges de crédit personnelles
- Moyenne de 1,1 G\$ de prêts commerciaux - PME-Québec
- Total des dépôts : 9,7 G\$

- 2,5 G\$ de prêts hypothécaires commerciaux
- 1,0 G\$ de prêts commerciaux
- Total des dépôts : 0,5 G\$

- 3,3 G\$ de prêts à l'investissement et de prêts REER
- 2,5 G\$ de prêts hypothécaires de courtiers
- Total des dépôts : 10,1 G\$
- Actifs administrés : 24,2 G\$

- Actifs administrés : 2,2 G\$

(1) Compte non tenu du secteur Autres

(2) Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration

Réjean Robitaille

Président et chef de la direction

Président de la Banque Laurentienne depuis 2006
Avec la Banque Laurentienne depuis 1988

Michel C. Lauzon

Vice-président exécutif et chef de la direction financière

Avec la Banque Laurentienne depuis 2009 et de
1988 à 1998

Luc Bernard

Vice-président exécutif Services financiers aux particuliers et aux PME

Avec la Banque Laurentienne depuis 2001

François Desjardins

Vice-président exécutif de la Banque Président et chef de la direction de B2B Trust

Avec la Banque Laurentienne depuis 1991

Gilles Godbout

Vice-président exécutif, Opérations et Systèmes et Chef de la direction informatique

Avec la Banque Laurentienne depuis mai 2012 et
de 1987 à 1999

Pierre Minville

Vice-président exécutif et chef de la gestion des risques

Avec la Banque Laurentienne depuis 2000

Lorraine Pilon

Vice-présidente exécutive Affaires corporatives, Ressources humaines et Secrétaire

Avec la Banque Laurentienne depuis 1990

Stéphane Therrien

Vice-président exécutif, Immobilier et commercial

Avec la Banque Laurentienne depuis
février 2012

Michel C. Trudeau

Vice-président exécutif, Marché des capitaux de la Banque et président et chef de la direction de Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc.

Avec la Banque Laurentienne depuis 1999

**L. Denis Desautels O.C., FCA
(2001)**

Président du conseil
Banque Laurentienne du Canada
Comptable agréé et administrateur
de sociétés

Pierre Anctil (2011)

Président et chef de la direction de
Fiera Axium Infrastructure

Lise Bastarache (2006)

Économiste et administratrice de
sociétés

Jean Bazin C.R. (2002)

Conseiller
Fraser Milner Casgrain s.e.n.c.r.l.

Richard Bélanger (2003)

Président
Groupe Toryvel inc.

Isabelle Courville (2007)

Présidente
Hydro-Québec TransÉnergie

Pierre Genest (2006)

Président du conseil
SSQ, Société d'assurance-vie
inc.

Michel Labonté (2009)

Administrateur de sociétés

Jacqueline C. Orange (2008)

Administratrice de sociétés

Marie-France Poulin (2009)

Vice-présidente
Groupe Camanda

Réjean Robitaille (2006)

Président et chef de la direction
Banque Laurentienne du Canada

Michel R. Savoy (2012)

Administrateur de sociétés

Jonathan I. Wener C.M. (1998)

Président du conseil
Gestion Canderel inc.

Gladys Caron - Vice-présidente, Affaires publiques,
communications et relations avec les investisseurs
514-284-4500, poste 7511

Susan Cohen - Directrice, Relations avec les investisseurs
514-284-4500, poste 4926